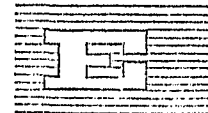


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.4/1985/39  
20 novembre 1984  
Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante et unième session  
4 février - 15 mars 1985  
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION  
AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE OU ETRANGERE  
OU A L'OCCUPATION ETRANGERE

Lettre datée du 16 novembre 1984, adressée au Sous-Secrétaire général  
aux droits de l'homme par le représentant permanent du Kampuchea  
démocratique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint :

- a) Le texte (en français et en anglais) du discours de  
S.A.R. le Prince Norodom Sihanouk, Président du Kampuchea  
démocratique, devant la trente-neuvième session de l'Assemblée  
générale des Nations Unies, en date du 25 septembre 1984, lors  
du débat général, ainsi que
- b) Celui (en français et en anglais) de son allocution du  
29 octobre 1984, sur le point 20 de l'ordre du jour intitulé  
"La situation au Kampuchea".

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire circuler comme  
document officiel de la quarante et unième session de la Commission des  
droits de l'homme, au titre du point intitulé "Le droit des peuples à  
disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domi-  
nation coloniale ou étrangère ou à l'occupation étrangère", les passages  
suivants :

- 1) Concernant le premier texte, le passage allant du début de la  
page 3 jusqu'à la fin du premier paragraphe de la page 6, qui se termine  
par les mots "... réduit à la servitude par le Gouvernement de Hanoi."  
(texte en français);
- 2) Concernant le deuxième texte, le passage allant du début de  
l'allocution jusqu'à la fin du deuxième paragraphe de la page 5.

Ambassadeur  
Représentant permanent  
(Signé) NGO HAC TEAM

ANNEXE

A. EXTRAIT DU DISCOURS DE S.A.R. LE PRINCE NORODOM SIHANOUK

PRESIDENT DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE DEVANT LA

TRENTE-NEUVIEME SESSION DE L'ASSEMBLEE

GENERALE DES NATIONS UNIES

25 SEPTEMBRE 1984

...

Monsieur le Président,  
Excellence, Mesdames, Messieurs,

Cette année, notre lutte de libération marque sur le terrain de nouveaux succès. Depuis le début de la dernière saison sèche, nos forces armées ont multiplié leurs activités et intensifié leurs attaques dans le centre du pays, notamment dans les provinces entourant le Tonlé Sap (le Grand Lac), région d'une grande importance stratégique et économique. Elle constitue en effet un noeud ferroviaire, routier et fluvial permettant à l'ennemi de ravitailler ses unités installées au nord-ouest et à l'ouest, près de la frontière avec la Thaïlande. Nos forces de la résistance ont mené là des combats acharnés, harcelant l'adversaire et détruisant de nombreux dépôts de matériel de guerre et d'approvisionnement, jusqu'au coeur des chefs-lieux provinciaux de Battambang, Siemreap, Kompong Thom et Pursat.

Du fait de nos constantes attaques contre la voie ferrée et les routes, et jusque sur le Tonlé Sap, les convois ennemis de ravitaillement ont été dispersés ou détruits pour plus des deux tiers. Le "grenier de riz" de Battambang échappe en grande partie à l'emprise des Vietnamiens, ce qui leur pose de graves problèmes pour le ravitaillement de leurs forces d'occupation et réduit à peu de choses les prélèvements en riz qu'ils s'efforcent d'effectuer au profit du Viet Nam même, dont les difficultés économiques, on le sait, sont grandes.

\*

\* \*

Le Viet Nam a cru trouver une parade à ses revers en menant sur une grande échelle l'installation de "soldats paysans" vietnamiens sur les meilleures terres du Kampuchea. Les observateurs étrangers qui ont pu visiter le "Kampuchea (soi-disant) populaire" que "dirige", sous le contrôle de plus en plus pesant des cadres de Hanoi, l'équipe fantoche de M. Heng Samrin, ont signalé que le processus de colonisation pure et simple du Cambodge atteint un degré très inquiétant.

Il a été rapporté par des témoins dignes de foi que près de la moitié des habitants de notre capitale sont maintenant vietnamiens et que, dans certaines régions sous leur contrôle, les occupants ont créé des zones purement vietnamiennes, dont les "colons" sont pour la plupart armés et participent à la répression de l'action de résistance des patriotes khmers.

\*

\* \*

Cette politique, que favorisent les quelques centaines de partisans de M. Heng Samrin devenus de simples "collaborateurs" de l'ennemi, impose l'enseignement obligatoire du vietnamien dans les écoles, l'usage du vietnamien à tous les degrés de l'administration fantoche et favorise les mariages mixtes. L'histoire millénaire du Kampuchea est en outre outrageusement travestie par les nouveaux maîtres, afin que les écoliers apprennent à se sentir membres du "Grand Viet Nam", c'est-à-dire de la "Fédération indochinoise" conçue par Ho Chi Minh ...

La célèbre naturaliste et ethnologue française, Marie-Alexandrine Martin, maître de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), auteur de plusieurs livres qui font autorité sur le Cambodge, a consacré dans la Revue internationale de l'été 1984 une étude de grande valeur sur "le processus de vietnamisation au Cambodge", que tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de notre pays auraient intérêt à lire.

Elle signale, en particulier, qu'en 1982 "les frontières maritimes ont été déplacées au détriment du Cambodge" et qu'en juillet 1983, un "traité sur la solution des problèmes frontaliers entre les deux pays" a été signé entre les dirigeants de Hanoi et leurs fantoches de Phnom Penh.

Un autre texte, rappelle-t-elle, reconnaît les frontières existantes, mais il envisage une "nouvelle délimitation des frontières terrestres" : des rectifications au tracé frontalier ont déjà été opérées, notamment en Svay Rieng (le Bec de Canard).

En fait, selon des témoins, et grâce à l'influence prédominante de leurs représentants au Kampuchea, les Vietnamiens passent librement au Cambodge et s'y installent ...

Les observateurs étrangers, s'appuyant sur leurs propres constatations et de nombreux témoignages dignes de foi de réfugiés khmers, estiment à 500 000 ou 600 000 le nombre des Vietnamiens installés actuellement au Cambodge. Au cours d'une réunion tenue à Phnom Penh et réunissant des cadres administratifs de haut niveau, les chefs de quartiers et de communes provinciales ont pris connaissance d'un arrêté (prakas) spécifiant que les Khmers doivent "partager leur terre avec les civils vietnamiens, les aider à s'installer et à construire leur maison", le tout sous peine d'être emprisonné pour activité antivietnamienne. D'où de nombreux incidents et la fuite de nombreux civils khmers vers les maquis ou la Thaïlande ...

Mme Martin précise que certains civils vietnamiens, notamment ceux parlant le khmer pour avoir vécu au Cambodge, "ont déjà pris la nationalité cambodgienne et se font passer pour des Khmers (...). Ils ont bien entendu le droit de vote".

Elle ajoute que les dirigeants de Phnom Penh, "comme le rapportent de nombreux fonctionnaires évadés, ne disposent même plus d'un semblant d'autorité. Ils se heurtent à la force d'inertie de leurs compatriotes qui refusent de coopérer avec l'occupant et sont de plus en plus tournés vers les résistants". Dans l'administration, "le nombre des conseillers vietnamiens est en train de doubler".

Mme Martin conclut : "Le peuple du Kampuchea, qui subit toutes sortes d'humiliations et d'exactions, est admirable de dignité dans l'épreuve de force qui se joue actuellement".

\*

\* \*

Le correspondant du Washington Post à Bangkok confirmant ces renseignements soulignait pour sa part, voici quelques mois, dans une dépêche au Japan Times le ressentiment croissant qu'éprouvent les Khmers de l'intérieur à l'encontre des occupants vietnamiens. Les Vietnamiens ont suscité l'aversion de la population par l'indiscipline de leurs troupes et l'installation de plus en plus massive et pesante de colons vietnamiens dans les provinces du Kampuchea. L'an dernier, signale le journaliste, 15 000 Khmers se sont enfuis en Thaïlande à la suite d'une "purge", par l'occupant, de l'administration provinciale et des forces militaires de Heng Samrin.

Le correspondant du Washington Post affirme qu'alors que les Vietnamiens et les fantômes à leur service disent que 56 000 Vietnamiens seulement se sont installés au Kampuchea depuis 1979, les diplomates occidentaux avancent le chiffre de 200 000 à 400 000 et les mouvements de résistance, de 500 000 à 600 000.

De son côté, une importante personnalité du régime de Heng Samrin, M. Sek Yen, ancien directeur adjoint de l'Ecole de politique et de propagande du régime, s'est enfui en Thaïlande avec 15 membres de sa famille et a été transféré à Bangkok.

Sek Yen révéla dans une conférence de presse que la plupart des hauts fonctionnaires khmers étaient mariés à des femmes vietnamiennes, qui se rencontraient entre elles une fois par semaine et rendaient compte des activités de leurs maris aux autorités vietnamiennes de Phnom Penh. Les enfants nés de ces mariages ont été envoyés faire leurs études au Viet Nam.

Au sujet de l'influence vietnamienne au Cambodge, Sek Yen a dit que, depuis l'administration centrale jusqu'aux derniers échelons, "toutes les décisions étaient prises par des Vietnamiens. La demeure de chaque officiel kampuchéen - ou de ceux voulant plaire aux occupants - doit être ornée en bonne place du portrait de Ho Chi Minh".

Il a souligné aussi que "les Cambodgiens du peuple commencent à chercher le moyen de soutenir les forces de la résistance (antivietnamienne)".

Les Khmers, conclut Sek Yen, "sont de plus en plus nombreux à soutenir le Gouvernement de coalition, car ils veulent éliminer les Vietnamiens et libérer leur pays, tâche qu'ils croient possible".

Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames, Messieurs,

J'ai tenu à résumer les propos de Mme Martin, excellent connaisseur de nos problèmes et dont nul ne peut mettre en doute l'indépendance d'esprit, et ceux tenus par M. Sek Yen, personnalité du régime pro-vietnamien de Heng Samrin, qui a fui son pays en réaction contre la domination vietnamienne sur un Cambodge réduit à la servitude par le Gouvernement de Hanoï.

...

B. EXTRAIT DE L'ALLOCUTION DE S.A.R. LE PRINCE NORODOM SIHANOUK

PRESIDENT DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE DEVANT LA

TRENTE-NEUVIEME SESSION DE L'ASSEMBLEE

GENERALE DES NATIONS UNIES

SUR LE POINT 20 DE L'ORDRE

DU JOUR INTITULE "LA SITUATION

AU KAMPUCHEA" - 29 OCTOBRE 1984 -

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général,  
honorables délégués,

Je voudrais, au nom du Gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique que je préside, de notre résistance patriotique et de l'immense majorité du peuple du Kampuchéa, vous dire combien je me sens honoré de présenter devant cette Assemblée générale les réflexions que m'inspire la situation de mon pays agressé, occupé et en voie de colonisation par la République socialiste du Viet Nam, notre ingrate et puissante voisine.

Ingrate, ai-je dit, puisque le Viet Nam restauré et réunifié a choisi d'oublier les engagements qu'il avait solennellement pris avant 1970, à mon égard et à l'égard du peuple khmer : c'est-à-dire respect de notre indépendance, de notre souveraineté et de notre intégrité territoriale, alors qu'à grands risques, je l'aidais de bien des manières à poursuivre son combat de libération et réunification nationales. Puis-je aussi rappeler qu'en 1969, lors du décès du Président Ho Chi Minh, j'ai été le seul chef d'Etat à me rendre à Hanoï pour assister aux funérailles de ce patriote révolutionnaire ?

Puissante, la République socialiste du Viet Nam l'est assurément. Dix fois plus peuplée que le Kampuchéa, disposant d'une armée dix fois plus nombreuse et cent fois mieux équipée que nos forces de résistance, il semble, à première vue, que le David que nous sommes soit impuissant devant ce Goliath. Mais l'histoire ancienne et actuelle nous enseigne à ne jamais désespérer quand on défend une juste cause ...

Le Viet Nam entretient actuellement au Kampuchéa une armée d'occupation de 200 000 hommes, qu'il peut renforcer en cas de besoin et qui dispose d'un armement soviétique moderne et complet. Il a en outre mis en place une administration fantoche, qui lui cause d'ailleurs bien des soucis puisqu'un nombre grandissant de ses cadres et de ses militaires, refusant d'être plus longtemps des serviteurs des Vietnamiens, s'enfuient pour rejoindre les zones libérées où la résistance les prend en charge. La presse a d'ailleurs fait largement écho de ces défections ainsi que de celles de jeunes soldats vietnamiens d'origine sud-vietnamienne.

L'équipe de Heng Samrin, qui vivote à l'ombre des baïonnettes vietnamiennes, n'a aucune autorité propre, comme l'ont noté tous les observateurs indépendants. Cette équipe est contrôlée, à tous les échelons, par un nombre toujours plus important de "conseillers" vietnamiens, qui finissent par prendre les décisions à sa place, dans tous les domaines.

Les Vietnamiens, sachant qu'ils ne peuvent pas compter sur leurs fantoches khmers, pratiquent à un niveau de plus en plus élevé la colonisation directe de notre pays dépeuplé, installant dans des zones prospères des groupes de "soldats-laboureurs" venus de leur propre pays, à l'arrivée massive desquels les autorités fantoches sont bien incapables - et peu désireuses - de s'opposer. Des instructions venues de Phnom Penh prescrivent d'ailleurs aux "cadres" urbains et provinciaux de Heng Samrin d'ordonner à la population khmère d'aider et de toutes les manières à l'installation des "colons" vietnamiens, de "partager" avec eux la nourriture, le bétail, de leur "donner la main" pour construire leurs maisons - tout cela sous peine de sanctions très graves.

Faut-il alors s'étonner si nos paysans dépouillés et menacés se sont enfuis en plusieurs occasions par dizaines de mille vers les zones libérées, ou, s'ils ne peuvent le faire, apportent sur place un précieux concours aux unités de la résistance ?

La population du Kampuchea est d'ailleurs fixée depuis longtemps sur la sincérité et le désintéressement de son soi-disant "allié" vietnamien. Au début de l'occupation de notre territoire, et constamment depuis, au total près d'un million d'hommes et de femmes de notre pays, de tous les âges et de toutes les conditions sociales, ont prouvé leur aversion profonde envers l'occupant par un exode qui les a conduits, les uns en zone libérée, les autres dans toutes les régions du globe, en particulier la Thaïlande, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie, la République populaire de Chine, le Japon, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, la Belgique, la Suisse, la Hollande, le Canada, l'Italie, l'Autriche, le Sénégal, Hong Kong, Macao, etc...

Le refus du "protectorat" vietnamien est donc quasi unanime parmi le peuple du Kampuchea, tandis que "l'administration" fantoche et ses maigres unités armées, dont les soldats sont souvent enrôlés de force, se décomposent sous nos yeux.

S'il vous était possible d'interroger nos paysans réfugiés en zone libérée du Kampuchea, vous comprendriez pourquoi ceux-ci nous demandent avec insistance le privilège de leur accorder des armes pour combattre l'occupant vietnamien.

Ils vous diraient les sévices qu'ils ont subis de la part des maîtres de l'heure s'ils refusaient de satisfaire à leurs ordres, par exemple de réparer des ponts, routes, voies ferrées endommagés ou détruits par les forces de la résistance, de livrer des produits agricoles ou du bétail, de couper du bois pour le compte de l'ennemi, etc...

Ils vous diraient, nos réfugiés, les innombrables abus des occupants et de l'administration de Phnom Penh : le vol par les fonctionnaires fantoches ... et les Vietnamiens des aides humanitaires des organismes internationaux, de la Croix-Rouge et de certains pays, la confiscation de terres et de villages, l'exploitation éhontée des ressources naturelles du pays : notamment le riz, le caoutchouc, les forêts, les poissons, et les pierres précieuses de Pailin; le pillage des antiquités angkoriennes, mais aussi le manque d'hôpitaux, d'infirmeries, d'écoles - à l'exception de Phnom Penh, "vitrine" du régime pro-vietnamien destinée à faire croire aux visiteurs étrangers que la situation dans tout le reste du pays est excellente ...

La République socialiste du Viet Nam assure, à l'intention de la communauté internationale, qu'il serait judicieux de lui confier le soin de "sauver" l'infortuné Kampuchea et de "panse ses plaies".

Le Viet Nam, à l'évidence, suppose chez ses interlocuteurs une incroyable dose de naïveté s'il les imagine capables de croire un instant à un raisonnement aussi infantile.

J'ai dit tout à l'heure de quelle manière, brutale et autocratique, tout imprégnée d'un colonialisme archaïque, le Viet Nam se comportait vis-à-vis de la population du Kampuchea placée sous sa coupe.



Mais il me faut rappeler que le Viet Nam, qui prétend guérir les autres de leurs maux, n'est même pas capable de traiter convenablement ses propres concitoyens, ceux qui vivent à l'intérieur de leur pays.

Le Gouvernement de Hanoi n'est même pas en mesure de soulager les misères existant du nord au sud du Viet Nam, de réduire les inégalités, de respecter chez lui les droits de l'homme les plus élémentaires. Qu'on se rapporte à un récent rapport d'Amnesty International, qui relève dans ce pays l'existence de goulags, ces camps de concentration et prisons où pourrissent et meurent tous les opposants politiques - et bon nombre de personnes accusées à tort par des délateurs.

Et que dire de ces centaines de milliers de Vietnamiens, pourtant attachés à leur terre natale, qui s'enfuient sur des barques et jonques délabrées vers des terres plus hospitalières et dont la moitié au moins, s'ils ne font pas naufrage, meurent de faim et de soif.

Au Kampuchea même, ceux qui osent formuler la moindre critique contre les occupants ou leurs fantoches de Phnom Penh sont jetés dans des prisons abominables ou disparaissent sans laisser de traces.

Et ce sont ces gens-là, maîtres et valets, qui demandent qu'on les laisse "panse les plaies" de nos compatriotes soumis à l'esclavage!

\*  
\*                    \*  
\*

Nous assistons par ailleurs à de "grandes manoeuvres" diplomatiques du Ministre des affaires étrangères du Viet Nam, M. Nguyen Co Thach, qui se rend d'une capitale à l'autre pour tenter de persuader les puissances amies du Kampuchea que Hanoi, dans son désir de paix, est prêt à des concessions pour débloquer la situation et se rallierait à une conférence sur le Kampuchea si, par exemple, les régimes fantoches de Phnom Penh et de Vientiane y participaient.

Ces déclarations de la diplomatie vietnamienne n'ont pour but que de désorienter, en la trompant, l'opinion internationale sur les réalités du problème du Kampuchea.

Ce problème, permettez-moi de le répéter, ne trouvera de solution qu'avec la renonciation du Viet Nam à occuper militairement et à coloniser le Kampuchea, qui doit voir reconnaître son droit à l'organisation d'élections générales libres, contrôlées par l'ONU, lui permettant de choisir son régime ou ses dirigeants.

Mais M. Nguyen Co Thach et son Gouvernement ne veulent rien de tout cela. Ils veulent amener les Etats de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et les autres puissances concernées à reconnaître de facto le fait accompli vietnamien au Kampuchea et l'existence du Gouvernement fantoche de Heng Samrin, bien que celui-ci soit méprisé par notre peuple tout entier. Adopter cette solution de facilité, pour ne pas dire plus, ce serait encourager à de nouvelles avancées l'ambition et la soif d'expansion vietnamiennes.

Ces manoeuvres de Nguyen Co Thach et de son Gouvernement ne sauraient trouver un accueil favorable auprès des peuples libres et soucieux de préserver leur indépendance et leur souveraineté.

De plus, les Vietnamiens et leurs fantoches de Phnom Penh cherchent à faire passer notre Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique pour un groupe de "rebelles" au "Gouvernement" soi-disant "légitime" de Heng Samrin, composé de traîtres au service, et sous les ordres d'une puissance étrangère occupante et annexionniste. Comment les patriotes khmers pourraient-ils jamais être des rebelles vis-à-vis de serviteurs avérés de l'ennemi, assisté à tous les échelons de "conseillers" étrangers ?

Seules les résolutions fermes et répétées de l'ONU sur le Kampuchea offrent une solution juste et raisonnable au problème qui fait aujourd'hui l'objet de votre examen. Le Viet Nam, Membre de l'ONU, a le devoir de respecter strictement ses résolutions, votées à une écrasante majorité.

...